



## Covid-19: «Les gens vont se révolter»

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2020

[Observateur Continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Les mesures politiques prises par Olivier Véran, ministre français de la Santé, à l'encontre de Marseille et d'Aix-en-Provence, montrent l'action de la bureaucratie sur la réalité. En France, les responsables politiques de la haute administration jettent le pays dans la panique et la crise économique XXL.

Philippe Parola, bras droit de Didier Raoult, a [expliqué](#) sur *CNEWS* au lendemain des déclarations d'Olivier Véran sur la fermeture pour deux semaines des bars et restaurants dans la métropole d'Aix-Marseille, que «je suis affligé de ce que j'ai entendu et des mesures qui sont prises» et «je ne parle pas de l'aspect social et économique» car «ce n'est pas mon domaine». «Pour gérer une crise, au niveau local ou national, il ne faut pas être dans l'affolement» car «il ne faut pas être dans le virtuel, il faut être dans la réalité des chiffres», s'indigne le professeur de maladies infectieuses et de médecine tropicale.

Pour lui, le ministre de la Santé sort ses chiffres d'une boule de cristal. «Je ne connais pas, je ne comprends pas les chiffres qui ont été utilisés hier soir», «encore moins la boule de cristal qui fait faire des prédictions», dit-il. Les mesures de l'exécutif se heurtent au constat du terrain. Le chercheur explique que «nous, ce que nous constatons ici à Marseille, c'est d'une part, une diminution du nombre en pourcentage de tests positifs», «une tendance depuis quelques jours même si le virus circule bien entendu», «une diminution du nombre d'hospitalisations».

«A l'IHU (l'institut dirigé par Didier Raoult - *ndlr*), nous avons 75 lits, dédiés à la gestion du Covid avec 15 entrées et sorties par jour», continue Philippe Parola, expliquant que depuis «quelques jours, le matin quand je fais la relève», «ils nous restent 4 à 5 cinq lits vides» car «les urgences ne nous ont pas demandé d'hospitaliser des patients». On apprend aussi «qu'il y a dans le dispositif des réanimations à Marseille un nombre constant», qu' «il n'est pas en augmentation» et qu' «il y a encore 40 lits disponibles», «de lits armés pour le Covid en réanimation». Il souligne qu'«à côté de ça, l'activité à l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille (AP-HM) continue à soigner les gens, donc, tout ça me paraît être deux mondes parallèles». Il se questionne sur la qualité de l'expertise du ministre de la Santé en se demandant «si c'est un monde bureaucratique» et «par qui le ministre est entouré» allant même à mettre en cause la qualité professionnelle du ministre également médecin en disant que «je ne sais pas si lui même travaille les chiffres, si il regarde les publications, ça j'en ai une idée». Ces mesures du gouvernement français ne sont pas compréhensibles car «en plus», il précise [qu'il y a] cette tendance de diminution de la mortalité qui est un élément aussi très important dans cette phase saisonnière de l'épidémie, [car] elle est générale, elle est européenne».

Les maires de Marseille et d'Aix-en-Provence dénoncent les mesures du ministre de la

Santé. Maryse Joissains, la maire d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) n'a pas du tout apprécié les mesures annoncées par le ministre de la Santé, Olivier Véran, mercredi soir et dont sa ville fait notamment l'objet. «Là, on dérape, moi je dis: ferme-la, Veran! La haute administration est en train de devenir folle», a-t-elle accusé en considérant que le gouvernement est directement responsable de la grave crise économique qui s'annonce car «je n'ai pas envie qu'on ruine ma ville, mes commerçants». La mairie de Marseille dénonce un «affront» et demande un délai pour les nouvelles mesures. «Je vais le demander clairement au premier ministre, nous voulons que l'Etat révisé ses annonces au regard des données du ministère de la Santé», a déclaré Benoît Payan, premier adjoint à la mairie de Marseille car la métropole d'Aix-Marseille a été placée en «alerte maximale» entraînant la fermeture des bars, des restaurants et des établissements recevant du public sauf ceux qui ont un «protocole sanitaire strict» (théâtres, musées, cinémas). Michèle Rubirola, la maire de Marseille, a déclaré que «c'est une décision qui a été prise sans concertation», «pour moi, c'est une décision incompréhensible, inacceptable», indiquant même que les gens «vont se révolter».

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur Continental](#)  
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur Continental](#), 2020

---

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)